

Et si One Health était le véritable cadre structurant d'un développement durable mondial

Le concept One Health – concept selon lequel santé humaine, santé animale et santé des écosystèmes sont intimement liées et ne doivent plus être cloisonnées - a émergé depuis quelques mois dans nombre de media et de prises de parole politiques, dans le contexte de la crise de la COVID-19. On le découvre aujourd'hui alors qu'il existe depuis 20 ans sans avoir intéressé personne au-delà d'un petit cercle d'experts. On ne peut qu'être consterné de cet état de fait lorsqu'on en lit la définition et que l'on voit ce que le monde subit aujourd'hui ; et s'interroger sur notre capacité à admettre, écouter et anticiper des crises dont on savait qu'elles étaient inéluctables, de s'attaquer dès lors à leurs causes.

Et si One Health était un déclencheur pour évoluer vers des modèles de développement durable, et traiter notamment (en partie du moins) l'urgence de la lutte contre le changement climatique ?

L'initiative One Health (« une seule santé ») est un mouvement créé au début des années 2000 au niveau de l'ONU qui promeut une approche intégrée, systémique et unifiée de la santé publique, animale et environnementale aux échelles locales, nationales et planétaire. Elle vise notamment à mieux affronter les maladies émergentes à risque pandémique.

La définition se passe de commentaires au regard de la crise COVID-19 mais interroge sur deux points essentiels qui constituent probablement deux des principaux obstacles à la transition écologique et à la nécessaire nouvelle gouvernance mondiale qu'elle implique :

- (1) D'une part, la difficulté de nos sociétés et de ses citoyens à envisager le moyen-terme (sans parler du long-terme) et à croire aux risques encourus, dès lors qu'ils ne sont pas immédiatement visibles ;
- (2) D'autre part, notre vision idéologique désormais totalement démodée, pour ne pas dire criminelle, de la mondialisation, perçue comme une grande plate-forme de circulation de biens et de services n'ayant pour seul but que l'accroissement des PIB des économies nationales ou régionales.

Depuis 20 ans, les tenants du One Health alertent sur les risques de pandémie mondiale, dont la cause principale (et démontrée) est l'atteinte à la biodiversité, à l'origine du changement climatique. Les chiffres sont là et désormais (enfin) connus de tous : 60% des maladies infectieuses connues sont d'origine animale et l'importance des zoonoses (maladies et infections dont les agents se transmettent naturellement des animaux à l'homme, et vice-versa) ne cesse de croître ; 75% des maladies humaines émergentes aujourd'hui sont zoonotiques. Tout le monde connaît aujourd'hui l'histoire de la chauve-souris et du pangolin (ou de la civette selon les scénarios) sur le marché aux animaux vivants et sauvages de Wuhan, et le confinement planétaire qui en a résulté avec les conséquences économiques et sociales dont nous commençons à peine à mesurer l'impact à long-terme.

Depuis plus de 50 ans, la mondialisation a été vue et comprise par le petit bout de la lorgnette. Un grand marché de biens et de services qui a vocation à apporter prospérité et croissance à chaque région, chaque pays, sans que l'on ait jamais considéré ce que cette circulation implique en terme de risques si elle n'était pas régulée dans tous ses aspects, et pas seulement économiquement : risques sociaux d'abord puisque cette mondialisation s'est accompagné de déséquilibres profonds dans la répartition du travail, les chaînes de sous-traitance et l'absence de contrôle de la chaîne des achats et la traçabilité qui devrait y être associée ; risques environnementaux ensuite avec un modèle de production intensif à l'échelle planétaire dont les impacts sont colossaux et souvent irréversibles ; et enfin risques induits par la circulation des personnes (via notamment le tourisme de masse et son cortège d'avions charters ou bateaux croisières de la taille d'immeubles) qui engendrent nécessairement un accroissement de la circulation des virus notamment.

Notre cécité ou notre déni face à des risques dont on savait qu'ils deviendraient des réalités (risque pandémique en l'occurrence) doit nous interroger sur notre cécité et notre déni face aux risques plus grands encore que fait courir à la planète le réchauffement climatique.

On le sait (et l'on peut discuter à l'infini de « la faute à qui »), la parole des experts et des scientifiques a perdu de son crédit (face aux positions parfois contradictoires ou à des formes d'instrumentalisation), les politiques qui les relaient ont perdu une grande part de leur crédibilité et les réseaux sociaux constituent la nouvelle plate-forme d'information (qui relaient malheureusement plus de croyances que de connaissances empiriques). Mais la réalité de ce que nous vivons devrait être un déclencheur.

Si One Health était le cadre qui favorise la prise de conscience planétaire de l'urgence climatique et de la nécessaire mise en œuvre d'une gouvernance mondiale, alors faisons de One Health le cadre structurant de la mise en œuvre d'un développement durable.

Pour le dire très simplement, hier chacun regardait les chiffres de l'élévation de température en se disant « c'est dans 30 ans, dans 50 ans, on a le temps et rien n'est certain, alors ne changeons pas trop vite ». Désormais, on mesure que la destruction de la biodiversité à l'autre bout du monde peut tuer un proche, un parent, un ami, et que tout ceci est bien réel. Si lutter contre les causes du changement climatique (et notamment l'atteinte à la biodiversité) se comprend mieux (ou s'appréhende plus clairement) pour chaque citoyen, acteur économique ou institutionnel dans le cadre du One Health, alors utilisons ce cadre.

Il a deux grands mérites :

- Il existe déjà (et ce depuis 20 ans) et rassemble une communauté mondiale d'acteurs scientifiques qui travaillent avec l'ensemble des parties prenantes locales et régionales (communautés locales, institutions publiques, etc.), capable de documenter, analyser et mettre en œuvre des mesures concrètes ;
- Il est construit sur le principe même d'une gouvernance mondiale, seule à même de faire face à ces risques qui touchent tout le monde, partout sur la planète.

Marine CHAMPON, Co-fondatrice de la communauté MR21 (www.mr21.org) et Fondatrice & Présidente d'INITIATIK, cabinet spécialisé dans les stratégies de concertation (www.initiatik.fr).